

Maroc. «Jamais le Rif ne retrouvera la paix tant que nos revendications ne seront pas satisfaites»



Dossier

Le 7 juillet 2017, en début de soirée, suite à l'appel lancé sur les réseaux sociaux, près de 300 femmes se sont mobilisées, place Maréchal, à Casablanca, pour demander la libération des détenus politiques du Hirak. «*Debout contre l'emprisonnement politique, on est prêtes!*», avaient-elles annoncé sur les réseaux sociaux. Etudiantes, militantes, mères de famille et femmes de tous âges étaient au rendez-vous.

Micros et pancartes à la main, elles ont scandé «*Liberté et dignité pour les prisonniers*» ou encore «*Nous n'avons pas peur du Makhzen et de sa répression*».

Au cœur des slogans et des esprits: Salima Ziani (Sylia), figure féminine du Hirak et artiste de 24 ans, arrêtée le 5 juin 2017 et emprisonnée depuis plus d'un mois à Oukacha (prison de Casablanca). Dessiné en noir et blanc au sol, le portrait de la jeune femme est resté présent au milieu de la foule, jusqu'à la fin de la mobilisation.

«*Nous ne laisserons pas l'Etat emprisonner nos filles, nous exigeons la libération immédiate de Sylia et de tous les détenus du Hirak*», ont crié des mères de famille accompagnées de leurs enfants, tandis que des petits groupes s'enchaînaient les mains en geste de solidarité.

«*Nous sommes fières d'être là pour nous faire entendre. C'est aussi un cri de solidarité envers toutes les femmes du Rif, qui sont confrontées à la matraque et à la violence dans les rues alors qu'elles ne réclament que la justice. Nous ne les oublions pas et la mobilisation ne fait que commencer*», explique Amina Khalid, membre du comité de soutien des familles des détenus à Casablanca.

Avant de repartir, les femmes ont réitéré leur appel à manifester le 12 juillet, le jour où Sylia Ziani passera devant le tribunal de Casablanca. Issam El Yadari, sur le site *Le Desk*, en date du 8 juillet 2017, écrit: «*Venus pour disperser l'attroupement qui s'est formé sur la pelouse faisant face aux grilles du Parlement, les policiers casqués et munis de matraque ont frappé à coups de pied les protestataires, s'attaquant aussi aux journalistes présents pour couvrir l'événement. Des actes délibérés sur ordre des officiers qui les encadraient, comme l'attestent plusieurs témoins. Le photjournaliste du site d'information Lakome2, Ahmed Rachid, a été jeté à terre, dessaisi de son matériel et roué de coups. Un traitement réservé à toutes les personnes présentes sur les lieux, y compris de simples badauds comme le montrent les images filmées par le site Al 3omq. Une quinzaine de personnes de tous âges ont été blessées, certaines ayant été évacuées par ambulance.*» (Réd. A l'Encontre)

Dans le Rif, la soif de dignité reste inextinguible

Par Rosa Moussaoui

Après l'incarcération de ses principaux animateurs, le mouvement populaire parti d'Al Hoceïma ne faiblit pas malgré une répression féroce. Pacifiquement, les jeunes se lèvent pour l'emploi, les services publics et la liberté d'expression. Reportage.

A Taza, lorsque l'on quitte l'autoroute, il faut s'armer de patience pour emprunter un itinéraire pénible, interminable. La voie express de 148 km en direction d'Al Hoceïma est en chantier depuis sept ans. Mais ce projet, censé désenclaver la région du Rif, s'est longtemps enlisé dans les sables de la corruption. Son coût total devait initialement s'élever à 2,5 milliards de dirhams (250 millions d'euros). La facture se montera finalement à 3,3 milliards de dirhams (330 millions d'euros) et la route ne sera pas achevée avant 2019.

Le retard et le surcoût sont tels que le Palais, rompu à la stratégie du fusible, a ordonné une enquête de l'inspection générale des finances. Est-ce l'effet du mouvement populaire qui secoue le Rif? Les pelleteuses tournent désormais à plein régime. Dérisoire subterfuge, qui masque mal l'abandon de cette région septentrionale, depuis l'indépendance. Sur tout le trajet, une inscription lancinante, tracée à la hâte, à la peinture noire, semble défier les barrages de gendarmerie: «Non à la militarisation du Rif!» Depuis le soulèvement de 1958, écrasé dans le sang par Hassan II, un décret royal place la région sous étroit contrôle de l'armée. Son abrogation est l'une des principales revendications des protestataires. A l'entrée d'Al Hoceïma, une autre inscription, blanche, démesurée, gravée dans la pierre, officielle celle-là, accueille le visiteur: «Dieu, roi, patrie».

Lovée dans les collines rocailleuses qui dominent les eaux turquoise de la Méditerranée, Al Hoceïma chuchote sa peine et sa colère. Dans les rues, ce dimanche 2 juillet, les policiers et les gendarmes sont plus nombreux que les passants. Des fourgons bleus sillonnent la ville et barrent tout accès à la place Mohammed-VI, rebaptisée place des Martyrs par les manifestants. C'est sur cette vaste esplanade que se rassemblaient les protestataires, depuis la mort de Mouhcine Fikri, un jeune marchand de poisson broyé par une benne à ordures, le 28 octobre 2016, en tentant de sauver sa marchandise saisie par les autorités. Atroce illustration de la «hogra», le mépris de l'Etat pour le peuple, que dénonce sans relâche, depuis huit mois, le Hirak, la révolte du Rif.

Dans une ruelle du quartier populaire de Dior el Malik («Les maisons du roi»), on reconnaît la petite demeure de Nasser Zefzafi, le leader du mouvement, aux drapeaux noirs hissés sur la terrasse par sa famille. Le militant, arrêté le 29 mai 2017, est incarcéré à la prison d'Oukacha, à Casablanca, avec quarante-cinq autres protestataires. Il est poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'Etat, accusé d'être à la tête d'un complot ourdi à l'étranger. «*Mon fils n'a pas été arrêté, il a été kidnappé. Plus qu'un détenu politique, c'est un exilé forcé!*» s'indigne le père du militant. A 75 ans, Ahmed Zefzafi est épuisé par les longs voyages en car à Casablanca, à 600 kilomètres de là. Les détenus ont le droit à un parloir par semaine, le mercredi. L'aller-retour coûte 300 dirhams (30 euros), une somme qui pèse lourd dans les maigres budgets des familles. Pas question pourtant, pour le vieil homme, d'implorer une grâce royale, comme l'y incitent certaines voix. «*Mon fils est innocent. Il n'a rien cassé, rien volé, il n'a fait aucun mal aux habitants de cette ville, tranche-t-il. Lorsqu'un homme de 39 ans est au chômage, privé de la possibilité de construire sa vie, la révolte est légitime.*» Depuis sa cellule, Nasser Zefzafi exhorte les manifestants à préserver le caractère pacifique du Hirak. Les autorités, elles, n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de faire basculer le mouvement dans la violence.

«L'Etat veut à tout prix mettre fin à ce mouvement social»

Lors des célébrations de l'Aïd-el-fitr (26 juin), les policiers se sont déchaînés sur les habitants d'Al Hoceïma, déclenchant des affrontements dans certains quartiers. Les images de la répression, ce jour-là, ont circulé sur Internet sous le titre «le Maroc vu du toit». Cruel contraste avec l'image idyllique du pays renvoyée par le Maroc vu du ciel, un documentaire de Yann Arthus-Bertrand diffusé quelques jours plus tôt. Mais si certains clament *«Silmya, c'est fini!» («Le pacifisme, c'est fini!»)*, les jeunes du Hirak refusent majoritairement la violence et se montrent, sur ce terrain, très créatifs. Puisque les rues et les places publiques leur sont interdites, le sable est devenu leur tribune.

Sur la plage de Sfiha, à la sortie de la ville, des baigneurs se regroupent, entonnent des chants de protestation. Très vite, ils sont pris dans une nasse policière. Qu'à cela ne tienne, hilares, ils se jettent à l'eau, narguent les hommes en uniformes, qui se risquent, casqués et tout habillés, dans les vagues. Dans un joyeux vacarme, les manifestants tapent sur l'eau, éclaboussent les policiers. La répression tourne au ridicule. *«Nous changeons même les façons de manifester. Le Hirak n'est plus sur terre, il est dans l'eau!»* s'esclaffe Ghallab Mohamed, de l'Association des diplômés chômeurs.

Avec tout ce tapage, le ballet des fourgons bleus quitte le centre-ville pour les bords de mer. Sur la plage de Calabonita, les familles viennent profiter d'un moment de détente... sous haute surveillance. Là, à la terrasse d'une buvette, on retrouve Rafik Hamdouni, membre de la Voie démocratique [parti constitué en 1995 comme continuation de la principale composante – En Avant – du Mouvement marxiste-léniniste marocain], une formation de gauche qui fait vivre une opposition courageuse et résolue au régime. *«L'Etat veut à tout prix mettre fin à ce mouvement social, culturel et politique. Les Rifains sont exaspérés, ils ressentent une terrible injustice avec cette répression collective»*, résume-t-il. Très investi dans le Hirak, ce militant décrit les courants qui traversent le mouvement de protestation, prolongement, selon lui, des mobilisations animées en 2011 par le Mouvement du 20 février [1].

«Tant que mes camarades seront en prison, le Rif poursuivra la lutte»

«On y retrouve des gens de gauche, des communistes, des syndicalistes, des activistes du mouvement culturel amazigh réclamant la reconnaissance de la langue et de l'identité berbères mais aussi des islamistes, très présents», expose-t-il. Des tendances contradictoires, fédérées par le charisme de Nasser Zefzafi, qui a su trouver les mots pour mobiliser les plus démunis et lier demandes sociales et revendication culturelle, sur un ton souvent très virulent. *«Cette révolte n'est pas près de s'éteindre. Il n'y aura pas d'issue sans chute du makhzen (l'appareil monarchique) et de sa mafia, sans transition vers la démocratie et l'Etat de droit»*, pense Rafik Hamdouni. Le lendemain de notre entretien, le militant est arrêté, retenu durant une heure en garde à vue, puis relâché avec cette menace: *«Tu cherches la prison, tu finiras par y aller. On reviendra te chercher!»*

Nawel Ben Aïssa connaît bien ces vieilles ficelles de l'intimidation. Elle est l'une des rares porte-voix du mouvement encore en liberté. La jeune femme, mère de quatre enfants, a été arrêtée à deux reprises, interrogée durant trois heures, avant d'être libérée. *«Tant que mes camarades seront en prison, tout le Rif poursuivra la lutte. C'est un choix conscient, une question de dignité et la stratégie de peur du makhzen n'y changera rien»*, insiste-t-elle.

Le ton n'est pas vraiment le même du côté d'El Mortada lamrachen, une autre figure du Hirak. Ce jeune **salafiste** passé par l'Arabie saoudite a surpris par ses positions plutôt hétérodoxes en faveur des libertés individuelles et de la laïcité. Lui aussi a été arrêté et transféré à Casablanca. Accusé de visées terroristes, il a

été relâché pour les funérailles de son père, décédé peu après son interpellation. Placé en liberté surveillée, il plaide, depuis sa sortie de prison, pour une «pause» dans le mouvement. *«Il faut laisser le gouvernement travailler, formuler ses propositions, nous verrons bien s'il répond à nos revendications»*, nous dit-il en reprenant l'antienne des autorités.

Sur la place des Martyrs, l'horizon s'est dégagé. Les fourgons bleus sont partis et, dans les rues d'Al Hoceïma, le dispositif policier a été allégé. Mise en scène? Les camions antiémeute guettent toujours et, sur le terrain vague qui surplombe la rocade méditerranéenne, les innombrables tentes des policiers et des gendarmes venus en renfort n'ont pas été démontées. Tout rassemblement est encore violemment dispersé. Mais, pour parfaire le scénario d'une sortie de crise permise par la mansuétude du Palais, des rumeurs de grâce royale sont savamment distillées. Mohammed VI n'a-t-il pas privé de vacances ses ministres, sommés de faire avancer, dans le Rif, les projets en jachère?

«Tortures, humiliations et menaces de viol» sur les détenus

Les fractures, profondes, ne se réduiront pourtant pas si facilement. Le traumatisme provoqué par la mort de cinq manifestants, en 2011, puis le sort tragique de Mouhcine Fikri ont fait déborder la colère et ravivé le sentiment de marginalisation politique d'une région rebelle, qui a souvent subi les foudres de la répression. En 1984, pour justifier l'écrasement d'un soulèvement populaire, Hassan II avait qualifié les Rifains de «awbach», de «déchets de la société». Le jeune poissonnier d'Al Hoceïma est mort écrasé parmi les détritrus... *«Plus encore que d'autres régions, le Rif souffre du chômage, du manque de services publics, du délabrement du système éducatif. Élaborée collectivement, la plateforme revendicative du Hirak réclame simplement des écoles, une université, un centre hospitalier régional, des investissements pour créer des emplois»*, explique Dihya, une jeune journaliste de la presse locale. Au lieu d'entendre ces demandes sociales, le régime n'a reculé devant aucun mensonge pour tenter d'isoler les protestataires, décrits comme des trafiquants de haschich, accusés de semer la «fitna», la discorde entre les musulmans, ou présentés comme des marionnettes d'Alger et du Front Polisario, le mouvement qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental. *«Jamais le Rif ne retrouvera la paix tant que nos revendications ne seront pas satisfaites*, prévient la mère de Nabil Ahamjik, le numéro 2 du mouvement, détenu à Casablanca. *«Nos enfants ne sont ni des criminels ni des agents de l'étranger. Ils ne font que réclamer une vie digne. Au lieu de les accuser de séparatisme, l'Etat ferait mieux de répondre sérieusement à leurs demandes légitimes.»*

Pris au piège de sa stratégie répressive, le pouvoir semble aujourd'hui tiraillé entre une aile conciliatrice et des faucons prêts à tout pour faire tomber le vent de contestation qui souffle déjà bien au-delà du Rif. Dès le 21 juin, la Coalition marocaine des instances des droits de l'homme (CMIDH) publiait un rapport faisant état de *«tortures, humiliations et menaces de viol»* sur les détenus. Allégations de tortures et de sévices sexuels confirmés par le très officiel Conseil national des droits de l'homme (CNDH) dans des conclusions qui n'auraient jamais dû fuiter. De quoi déclencher l'ire des barbouzes de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN), qui ont publiquement exprimé *leur «rejet catégorique de ces accusations»*. Circulez, au Maroc, la torture, ça n'existe pas... (Article publié le 8 juillet dans le quotidien *L'Humanité*)

[1] Selon Thierry Desrues, dans *L'Année du Maghreb*, datant de 2012: «Le 20 février 2011, des milliers de Marocains ont manifesté dans la plupart des villes du pays. Ils ont répondu à l'appel lancé initialement sur internet par des jeunes appartenant à divers réseaux sociaux créés sur le web 2.0. Ceux-ci demandaient une série de réformes dans divers domaines: l'instauration d'un régime démocratique issu d'une assemblée

constituante, l'application des principes de la bonne gouvernance dans les affaires publiques, la reconnaissance du pluralisme social et identitaire de la société marocaine, l'élargissement de l'accès de la population à la santé, l'éducation et l'emploi. La date des premières manifestations a donné son nom au mouvement contestataire: le Mouvement du 20 février (M20F). Depuis lors, les manifestations se sont reproduites périodiquement au cours de l'année 2011, généralement chaque dimanche avec une mobilisation plus prononcée lorsque ce jour s'approchait de la date du 20 de chaque mois.» (Réd. A l'Encontre)

Le Hirak vu par le ministre Mustapha Ramid

Par Bilal Mousjid



Mustapha Ramid

Le ministre d'Etat chargé des droits de l'Homme s'est enfin exprimé sur le Hirak à l'occasion d'une conférence où données officielles et opinion personnelle de Ramid se sont mélangées.

Pour la première fois depuis le début de la contestation à Al Hoceima, le ministre d'Etat chargé des droits de l'Homme s'est exprimé de manière officielle sur le Hirak. C'était ce jeudi 6 juillet 2017 à l'occasion d'une conférence rassemblant officiels, médias et représentants de la société civile à Rabat. Une rencontre que le ministre a entamée par

la lecture d'un rapport de 15 pages présentant de «manière officielle et professionnelle» la «version du gouvernement» sur le mouvement de contestation du Rif.

A l'origine du Hirak («Le mouvement»)

Le ministre a entamé son exposé en retraçant l'historique du Hirak depuis la mort de Mouhcine Fikri, le 28 octobre 2016. «Les autorités ont été accusées d'être la cause de la mort de Mouhcine Fikri», souligne Ramid. Il a évoqué l'expression "t7an mo" («broie-le»), devenue emblématique de la mort tragique du poissonnier.

«A propos de cet événement douloureux, les résultats des enquêtes et des poursuites menées par les autorités compétentes n'ont pas attiré l'attention suffisante bien qu'elles aient révélé d'une manière incontestable que le défunt Mouhcine Fikri a trouvé la mort à cause de son ami, à travers un geste involontaire, ce que confirment les enregistrements vidéos...», déplore Ramid. «Les résultats de l'enquête judiciaire se trouvent entre les mains du procureur général (...) d'Al Hoceim», a-t-il insisté.

Le Hirak vu par le gouvernement

Mustapha Ramid affirme que «500 rassemblements ou manifestations sans aucune intervention violente des forces de l'ordre» se sont déroulés au cours des cinq mois qui ont suivi la mort de Mouhcine Fikri. «Mais

malgré leur caractère pacifique, certains rassemblements ont été marqués par des actes de violence», regrette-t-il, citant une manifestation organisée le 6 février à Imzouren, et au cours de laquelle «les manifestants ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre.»

Le ministre a évoqué d'autres incidents survenus le 26 mars, lorsque «des éléments cagoulés ont mis le feu à un bâtiment abritant les forces de l'ordre». L'ancien ministre de la Justice a exposé à l'assistance la vidéo montrant «des éléments des forces de l'ordre en proie aux flammes».

Par ailleurs, Ramid a mis l'accent sur le prêche [d'un imam dans une mosquée] interrompu par Nasser Zafzafi le 26 mai avant d'exposer un bilan chiffré des manifestations dans le Rif. Selon les chiffres du ministre des droits de l'Homme, qui cite le ministère de la Santé, 416 représentants des forces de l'ordre ont été blessés durant des manifestations du Hirak, contre 45 du côté des manifestants.

Le document présenté par Ramid rappelle aussi qu'un budget de 9,9 milliards de dirhams est destiné à 522 projets à Al Hoceima, dont 6,5 milliards consacrés au plan stratégique «Al Hoceima, phare de la Méditerranée». Lorsqu'il évoque ce projet, Ramid annonce que le centre d'oncologie, réclamé par les militants du Hirak, sera ouvert le 15 juillet prochain et disposera de «tous les équipements sans exception».

Et les droits de l'Homme?

A l'issue de ce bilan sur le Hirak, Mustapha Ramid a entamé une séance de question-réponse avec les représentants de la société civile. Parmi eux, le célèbre bâtonnier Abderrahim Jamaï, qui a dénoncé la diffusion de la vidéo montrant les présumés auteurs de l'incendie du bâtiment abritant les forces de l'ordre à Al Hoceima. «C'est une violation de la présomption d'innocence», s'est indigné l'avocat, regrettant que Mustapha Ramid présente des faits comme des vérités, alors que les procès se déroulent encore.

«La présomption d'innocence n'a pas été violée étant donné qu'aucun nom n'a été cité», a répondu Mustapha Ramid. Face à la réaction de l'assistance, le ministre d'Etat a dû préciser qu'il ne prenait pas parti pour les policiers. «Les forces de l'ordre, qui assurent notre sécurité, peuvent commettre des erreurs. Les manifestants, qui exercent un droit constitutionnel, peuvent aussi commettre des erreurs», a-t-il concédé.

Le ministre a d'ailleurs déclaré qu'il était, à titre personnel, favorable à «la libération des détenus, dans le cadre de la loi». Le ministre a ainsi émis le souhait que Silya Ziani, l'une des figures du Hirak incarcérées, qui selon ses avocats, serait dépressive au point de penser au suicide, soit poursuivie, mais en état de liberté.

Concernant les violations de domicile et les portes cassées, faits dénoncés sur les réseaux sociaux – images à l'appui –, Ramid s'est contenté de déclarer que le ministre de l'Intérieur lui avait assuré que les portes ont été réparées» (sic), suscitant l'hilarité d'une partie de l'assistance. (Publié dans *Tel quel.ma*, 7 juillet 2017)

«Au Maroc, l'espace public est verrouillé»

Entretien avec Khadija Ainani réalisé par Rosa Moussaoui

La réponse répressive dans le Rif est emblématique du mépris du pouvoir partout dans le pays. Pour les défenseurs des droits humains, la révolte contre les injustices sociales doit pouvoir s'exprimer.

Comment expliquer la profondeur et la durée du mouvement populaire dans le Rif



Khadija Ainani: Les sections locales de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), dans le Rif, suivent ce mouvement depuis huit mois. Après la mort de Mouhcine Fikri, la colère, l'émotion et le refus de l'impunité ont poussé l'ensemble de la population dans la rue pour demander justice. L'Etat n'a pas pris la situation au sérieux. L'enquête n'est pas allée jusqu'au bout. Il n'y a pas eu de dialogue. Entre-temps, le mouvement s'est élargi à des demandes sociales et à une revendication de reconnaissance de la culture amazighe.

Depuis le soulèvement de 1958, cette région a été le théâtre de nombreuses violations des droits humains. En 2006, l'instance Equité et Réconciliation a suggéré des réparations pour le préjudice collectif subi par les populations du Rif. Mais ses recommandations n'ont jamais été suivies d'effets.

Les problématiques sociales posées par le Hirak se limitent-elles au Rif?

Khadija Ainani: Non. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles des manifestations de solidarité avec le Rif s'organisent partout au Maroc. La propagande d'Etat pour tenter d'isoler les Rifains en les accusant de séparatisme est un échec.

En fait, le refus de respecter les droits fondamentaux conduit à l'exclusion de la plupart des régions. Le mouvement du Rif a donné le signal à d'autres communautés qui expriment à leur tour des revendications propres. Les demandes du Mouvement du 20 février 2011 [voir note 1, ci-dessus] remontent aussi à la surface, avec les exigences de respect des droits civils et politiques, de reconnaissance des droits sociaux, économiques et culturels, de séparation des pouvoirs. Les Marocains, enfin, sont exaspérés par la dilapidation des ressources du pays.

Pas un secteur n'est épargné par la corruption. L'entourage royal ne rend aucun compte de l'usage des deniers publics. Le contraste entre les fortunes facilement accumulées et l'élargissement de la pauvreté est très choquant. Tout cela alimente de fortes tensions sociales, qui ne peuvent pas s'exprimer dans l'espace public, verrouillé par les autorités. Nous vivons une restriction préoccupante de la liberté d'expression. Le pouvoir ne tolère aucune critique, qu'elle émane des ONG, de la presse ou des partis politiques.

Que pensez-vous du rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) qui confirme les allégations de torture sur les détenus rifains?

Khadija Ainani: Une partie seulement de ce rapport a fait l'objet de fuites. Le CNDH insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un document officiel et qu'il n'aurait jamais dû être rendu public. En tout état de cause, une partie de la vérité sort de cette instance officielle de l'Etat marocain. Cela légitime les alertes des associations de défense des droits humains et des observateurs indépendants.

Dès le 21 juin, la Coalition marocaine des instances des droits de l'homme (CMIDH), à laquelle participe l'AMDH, publiait un rapport faisant état de «*tortures, humiliations et menaces de viol*» sur des détenus rifains. Ce

qui entache toutes les procédures lancées contre eux. La première condition de toute sortie de crise, c'est leur libération. Il faudra bien, ensuite, dialoguer avec ceux qui ont encadré ce mouvement durant huit mois. Et répondre aux revendications des Rifains, qui aspirent simplement à une vie digne. (Publié le 7 juillet 2017)

Khadija Ainani est vice-présidente de l'Association marocaine des droits humains (AMDH)